

CHAPITRE DEUXIEME.

L'ULTIMATUM DU 2 AOÛT 1914.

HENRI DAVIGNON

Cette nuit du 2 août 1914 a été entourée de tant de commentaires. Elle a fait l'objet de récits si divers. Elle a fini par perdre, jusque dans la mémoire des hommes qui y ont été mêlés, la caractère de simplicité, de trivialité tragique qu'elle conserve dans mon souvenir.

Un document était à la légation d'Allemagne, rue Belliard, depuis plusieurs jours. Il avait dû y arriver de Berlin sous pli fermé et cacheté. Un télégramme avait sans doute avisé le titulaire du poste de l'ouvrir et d'en faire l'usage prescrit. Personnellement, on peut du moins le supposer, M. de Below-Saleske en ignorait à l'avance la teneur. Il a pu ainsi, de bonne foi répandre à la ronde le désaveu de toute menace préméditée. Le texte de l'ultimatum n'était pas dactylographié, mais écrit à la main. L'encre semblait séchée depuis longtemps. Les mots *très confidentiel* étaient inscrits au-dessus, en marge. Avec sa

précision ordinaire, mon père, après l'avoir reçu, ajouta de sa main, en tête du document : 7 heures. Il ne savait pas l'allemand pour saisir d'emblée, ou à première vue, le sens exact de la communication. En la lui tendant, le plénipotentiaire lui en fit immédiatement un court résumé. « L'empire allemand, ayant reçu des informations sûres, relatives à une imminente invasion française de la Belgique, se voyait contraint de demander le passage pour ses troupes. Tout dommage serait payé. Une réponse était attendue dans les douze heures ».

Les deux hommes étaient debout. Entre eux un gouffre venait de s'ouvrir. Below se faisait-il illusion sur une acceptation possible? Accrédité à Bruxelles depuis peu, poursuivi par une réputation d'oiseau de mauvais augure (son séjour à Pékin avait coïncidé avec la révolte des boxers, sa présence à Sofia avec la guerre balkanique) il était mal acclimaté. Non marié, il n'avait acquis dans la vie belge rien qui approchât de la situation de ses prédécesseurs. On le voyait évoluer chaque matin sur la piste de la patinoire Saint-Sauveur. Impossible pour lui de se méprendre devant la réaction première de Julien Davignon. Les paroles du ministre ne pouvaient certes être

prises pour une réponse officielle. Celle-ci ne dépendrait pas de lui seul. Il fallait alerter le Roi, réunir un conseil. La révolte de la conscience vibrait pourtant dans les simples mots tombés des lèvres de l'honnête homme :

— L'Allemagne, qui se dit notre amie, nous met entre notre existence et notre honneur... Votre Excellence aura la réponse à l'heure dite...

Le silence s'était refait. Below n'avait plus qu'à sortir. Il esquissa un geste.

« Je me suis arrangé pour ne pas voir la main qu'il me tendait ». Seul détail personnel que mon père me donna. Le diplomate murmura encore une phrase qui devait être celle-ci :

— Ce n'est pas un geste inamical de mon gouvernement.

Il aurait répété à diverses reprises le propos. Dès cette minute il a dû savoir... Son maître impérial, les autorités militaires ont pu ne pas croire au refus possible. La disproportion des forces était telle ! Ou escomptaient-ils un simple simulacre de résistance. Les troupes préparées pour franchir la frontière étaient moins nombreuses, moins munies d'artillerie lourde que ne l'eût comporté la prévision d'une bataille désespérée. Quand, à

six heures et demie du matin, le Bon de Gaiffier alla porter rue Belliard le texte officiel de la réponse élaborée dans le courant de la nuit, il constata que l'auto du diplomate était dans la cour et prête au départ...

A peine avais-je pénétré dans le bureau paternel que, par la petite porte de côté, se précipitaient, avides de nouvelles les collaborateurs officiels. Ils se saisirent du document. Edmond de Gaiffier, aidé de Léo d'Ursel, en commença aussitôt la traduction littérale, notée au fur et à mesure par Albert de Basompierre... Je me tins dans l'antichambre où me rejoignit Gustave Guillaume. Ce dernier était pessimiste :

— Tout cela est comédie. Demain matin la colonie allemande d'Anvers aura revêtu ses uniformes. La ville sera déjà occupée.

Il réfléchit un peu :

— Et puis, tant pis ! Nous allons être écrasés. La Belgique renaîtra, plus forte, plus grande.

Personne, je l'affirme, n'a jamais envisagé, même une seconde, la possibilité d'une hésitation au refus net de forfaire à l'obligation de ne traiter avec aucun belligérant.

Remonté à la direction P, Edmond de Gaiffier de son propre chef prépara tranquille-

ment un projet de réponse protocolaire. C'est, à peu de chose près, le texte même de ce qui a prévalu.

Appelé par téléphone, Charles de Broqueville rejoignit mon père quelques instants plus tard. Après avoir entendu la nouvelle fatale il demeura silencieux. Léon van der Elst dans un état d'émotion intense, lui cria :

— Mais enfin, monsieur le Ministre, sommes-nous prêts ?

— Oui. Sauf pour les gros canons.

L'artillerie lourde, commandée chez Krupp, était encore en Allemagne.

Le « président du Conseil » comme on nommait alors le premier ministre, se rendit incontinent au Palais. Le Roi décida de convoquer pour neuf heures les ministres et les ministres d'Etat. Il fut imperturbable et dit simplement :

— C'est la guerre.

Un peu avant minuit, trois ministres et deux ministres d'Etat revinrent 8 rue de la Loi. J'avais renoncé à aller loger chez moi. Je fis faire un lit dans une des modestes chambres au second étage de l'hôtel ministériel. Il me fut impossible de me coucher avant d'avoir revu mon père. Mandatés par le conseil pour rédiger la réponse officielle à l'ultimatum,

Broqueville, Davignon, Carton de Wiart, van den Heuvel et Hymans étaient au travail dans le cabinet du ministre. Je descendis à la cave chercher une bouteille de vin de Bourgogne afin d'arroser la collation préparée à la cuisine pour les rédacteurs : des côtelettes de mouton grillées avec une purée de pommes de terre. En dressant les couverts dans le bureau du chef du cabinet, j'entendis les voix s'élever de l'autre côté de la porte de communication. Celle de Jules van den Heuvel, professorale, m'est restée dans l'oreille. A chaque mot elle proposait un synonyme !

Le plumitif de la rédaction est entièrement de la main d'Henry Carton de Wiart. Le texte de base est resté celui de Gaiffier. Il l'avait fait tenir à mon père au sortir du conseil des ministres. Les changements apportés en surcharge, visibles sur le brouillon, sont dus à diverses suggestions. Leur caractère est surtout formel. Il est malaisé de savoir à qui l'on doit les « améliorations ». Chacun eut, après coup, tendance à réclamer son bien.

Pendant cette élaboration, en pleine nuit, le ministre d'Allemagne revint rue de la Loi. Van der Elst le reçut. Below lui communiqua des renseignements arrivés de Berlin, relatifs à des bombes jetées en Allemagne par des

dirigeables français. Simple prétexte pour se rendre compte de l'atmosphère officielle belge.

Le conseil reprit séance au Palais royal vers deux heures. Le texte arrêté fut unanimement approuvé. Mon père ne se coucha point cette nuit-là et, à peine, les deux nuits suivantes. L'ultimatum ouvrait une série de questions imprévues. Fallait-il avertir déjà les autres garants de la neutralité statutaire ? Et que réclamer d'eux ? La Belgique n'était pas encore effectivement violée. Le serait-elle ? Un espoir subsistait. L'invitation à céder passage étant refusée, l'Allemagne pouvait ne pas insister. Le 1^{er} août, le Roi Albert avait écrit une lettre personnelle à Guillaume II. Klobukowski, le ministre de France, croyait toujours à un simulacre et, depuis le début, suspectait l'attitude belge de duplicité. L'Angleterre, malgré l'Entente Cordiale, restait muette. L'appel fait aux deux puissances se borna à demander leur appui diplomatique. Le 4 août seulement, à six heures du matin, le fatal Below revint pour notifier à mon père que l'invasion était décidée. Deux heures plus tard, les troupes allemandes s'avancèrent sur la route d'Henri Chapelle et le premier soldat belge, le cavalier Fonck était tué sur le territoire de Battice.

Alors, enfin, l'appel à l'aide militaire des garants, prévue par le traité de 1839 fut lancé. Klobukowski, de son propre chef, parla de l'envoi par la France de cinq divisions. Hélas ! un simple corps de cavalerie franchit la frontière du Luxembourg et s'efforça de rallier Liège. Après la chute inévitable de la place forte, après la résistance victorieuse sur la Gette, notre armée attendit vainement, avant de se replier sous Anvers, le concours effectif français. Rien n'avait été prévu, preuve évidente de l'absence de tout concert préalable. Rien ne fut changé dans le dispositif offensif de Joffre, basé sur une entrée spectaculaire en Alsace, et cela en dépit de la connaissance avérée du plan Schlieffen.

L'Angleterre, jusque là dans l'expectative, trouvait dans la réalité de l'invasion de la Belgique un motif moral suffisant pour justifier, aux yeux de l'opinion britannique son intervention continentale. L'envoi du corps expéditionnaire en direction de Mons commença aussitôt. Mais il n'y avait rien pour empêcher l'investissement d'Anvers. Quand, après la chute de Maubeuge, les mortiers autrichiens se trouvèrent libres et commencèrent d'écraser un secteur de la défense fortifiée, l'évacuation s'imposa. Winston Churchill,

en uniforme d'amiral, accourut et promit le concours d'une division marine. Il fit débarquer un groupe de fusiliers, engagés de la veille et dépourvus de tout entraînement, voire de toute expérience du combat. Le poète Rupert Brooke en était. Pure démonstration. Elle faillit couper la retraite de l'armée belge vers l'Yser et l'obliger à une capitulation totale.

Pour se sauver, la Belgique avait à compter sur elle-même. Qui n'a pas connu Bruxelles en cette semaine extraordinaire des 4 au 12 août 1914 ne peut s'imaginer le mélange d'enthousiasme, d'inconscience et de fatalisme offert par l'aspect de sa population. Le 2 août était un dimanche. La chaude soirée s'achevait dans un brouhaha de kermesse. La mobilisation avait fait sortir tous les drapeaux. Aux terrasses des cafés les consommateurs étaient eux-mêmes pavoisés de cocardes. La nouvelle de l'ultimatum et de sa réponse n'atteignit la ville que le lendemain. C'est à peine si la rumeur joyeuse baissa d'un ton. On était plus indigné qu'atterré. Personne n'imaginait les « horreurs de la guerre » que l'offre de félonie proposait d'épargner à la Belgique. Le refus et la résistance armée étaient approuvés par tous comme des actes

de simple honnêteté. On n'était point soulevé par la pensée de combattre aux côtés de la France et de l'Angleterre en un conflit où la Belgique n'avait que faire. Par contre un immense sursaut intérieur portait toutes les âmes à répudier tout compromis avec le refus de souscrire à la violation de la parole donnée.

Une liste d'engagements volontaires parut dans la presse. Elle associait les noms de jeunes gens de l'aristocratie, de la bourgeoisie et du peuple. On y trouvait un sénateur, l'intendant de la liste civile du Roi, un banquier sur le même rang que des employés, des ouvriers. L'équivoque de la garde civique retenait dans les rangs de ce que l'on appelait la milice citoyenne un grand nombre de bonnes volontés. Celles qui purent vraiment entrer à l'armée combattante le durent à l'amitié d'un chef de corps. Sur la foi de leur bonne mine, des colonels adoptèrent des volontaires à même de profiter d'une expérience en plein feu. Les autres, hélas ! revêtus d'un uniforme incomplet, allaient traîner le long des routes, sans officiers, sans instructions. Plusieurs furent jetés dans la bataille de l'Yser, et y périrent.

La garde civique existait, au moins sur le papier, dans chaque commune du royaume.

Dans les villes, bataillons et régiments englobaient dès le temps de paix tous les hommes non soumis au service militaire et en mesure de se payer leur uniforme. Jusqu'au grade de major les officiers et les sous-officiers étaient élus par les gardes eux-mêmes. La plupart y prenaient un plaisir évident. Le commandement général était exercé par le Bon Goffinet, avec le grade de général qu'il partageait pour la province du Brabant avec son frère jumeau. Tous deux étaient les fils d'un aide de camp de Léopold I et avaient occupé sous son successeur de hautes charges de Cour. La princesse Clémentine disait : « il y a le Goffinet de papa et le Goffinet de maman ». Née de l'armement spontané des citoyens, lors de la révolution de 1830, la garde civique du Royaume avait bénéficié d'un traitement protocolaire qui lui donnait en certaines circonstances le pas sur l'armée. Le premier uniforme porté par le nouveau Roi était celui de la milice citoyenne, symbole de la défense de nos franchises. Chaque année les bals de la Cour voyaient au buffet un encombrement d'officiers de la garde. Leur patriotisme continuait de s'abreuver ensuite dans les cafés du bas de la ville. En cas de troubles politiques, de grèves, de manifestations, l'autorité civile

faisait appel aux gardes locales. Leur caractère débonnaire et résolu, l'ennui ouvertement manifesté pour ces corvées supplémentaires contribuaient efficacement à faire baisser le niveau de l'agitation intérieure. Seuls les corps spéciaux, recrutés volontairement : un régiment de chasseurs, un régiment d'artillerie, des escadrons de cavalerie devaient, en cas de guerre, être adjoints à l'armée. Mais leur emploi n'avait jamais été exactement déterminé. Les « bleus » d'ailleurs en ce cas aussi seraient appelés au service d'ordre. Quant aux gardes non actives des villages, à défaut d'uniformes et d'armes, un simple brassard, un fusil de chasse leur assuraient le droit de faire des barrages et de contrôler la circulation.

J'appartenais depuis plusieurs années à l'escadron de cavalerie Marie-Henriette. L'uniforme élégant, kolback de poils gris à aigrette, dolman vert à brandebourg, pantalon à bande rouge, bottes et éperons, contrastait par son éclat avec l'infériorité de notre armement, sabre non aiguisé, revolver tirant à vingt-cinq pas. Nous avions d'excellents chevaux, notre propriété personnelle ou celle d'un manège réputé. Notre expérience se bornait aux services d'escorte chaque fois

qu'un souverain étranger visitait le nôtre ou quand celui-ci se rendait à une cérémonie. En temps d'agitation intempestive nous étions chargés d'assurer par nos patrouilles montées l'intégrité de la « zone neutre », quartier des ministères. Cette fois ç'allait être plus sérieux. La voix étranglée par l'émotion, nos officiers nous annoncèrent que nous serions envoyés « aux frontières ». En attendant nous demeurions cantonnés au cirque de la rue de l'Enseignement et chargés de protéger les « civils allemands » qui y avaient été concentrés.

Les Allemands au cirque ! Lamentable groupe de familles, nullement traquées ni maltraitées, mais inquiètes et soucieuses d'échapper à l'incertitude d'un sort qui les prenait, comme nous, au dépourvu. La Croix-Rouge, des dames charitables, conduites par Mme Henry Carton de Wiart, femme du ministre de la Justice, les ravitaillèrent et les soignèrent de leur mieux. Une femme accoucha dans une loge d'artiste, assistée par le médecin de l'escadron.

Le 4 août, au matin, avant d'aller prendre le commandement effectif de l'armée devant Louvain, prérogative que la Constitution lui conférait en cas de guerre, le Roi Albert se présenta aux Chambres réunies et y prononça

un discours historique. Il n'y avait plus à Bruxelles aucun soldat régulier. La garde civique assumait la protection du Souverain. Alignés de chaque côté de la rue Royale, les bleus ne pouvaient garder l'impassibilité d'une troupe en armes. Ils ajoutaient à l'énervement de la foule, avide de crier sa confiance, sa colère, son admiration. Les « vive le Roi ! » les « vive la Belgique ! » fusaient, mouillés de sanglots, traversés de hoquets. Les fantassins mettaient leur chapeau rond au bout de leur fusil. Nous avions fort à faire à calmer nos chevaux. Quand le roi, à peu près seul, quitta le Palais pour le parlement et en revint, notre escorte fut littéralement noyée dans une mer d'émotion inoubliable.

Ensuite commencèrent deux semaines obscures. Contrairement à l'annonce, peu convaincue, des gradés, il n'était nullement question pour nous d'aller aux frontières. Dans l'intervalle des forts de Liège, pendant trois jours et trois nuits, une division de l'armée régulière fit des merveilles. L'écho de son héroïsme arrivait jusqu'à Bruxelles, affaibli et exalté. On disait : « Ils tiennent, l'Allemagne ne passera pas ! ». On croyait les histoires les plus absurdes : « Les uhlands se rendent pour

une tartine ». La légende de Lemans (on ne le savait pas réduit à l'impuissance dans le fort de Loncin, après l'ébranlement causé par un coup de main sur son quartier général) naissait, symbole de la puissance d'une place que l'envahisseur avait espéré prendre en quelques heures. En réalité, l'ennemi attendait l'arrivée d'une artillerie spéciale. L'émotion de l'univers se faisait percevoir, bientôt renouvelée par l'horreur inopinée des « atrocités allemandes ». L'incendie de Battice, le sac de Louveigné, les meurtres collectifs d'Olné et de Visé ouvraient les yeux sur les « horreurs » annoncées mais dont on n'avait pas soupçonné que la population civile, des femmes et des enfants, seraient les principales victimes.

L'arrivée des blessés, les funérailles des morts auxquels nous eûmes à rendre les honneurs muaient peu à peu en tristesse l'éclat joyeux des premiers jours. Enfin, le bruit se répandit du départ imminent pour Anvers du gouvernement et de la famille royale.

Le réseau de notre surveillance montée s'étendait maintenant jusqu'à Malines d'une part, jusqu'à Wavre, Braine-l'Alleud et Hal d'autre part. Au cantonnement j'avais la faculté de téléphoner à mon père pour avoir des

nouvelles. Le commandant de l'escadron m'y poussait le premier. Je pus revenir plusieurs fois au ministère. Ma femme restée à la campagne en Flandre, puis rentrée à Gand avec sa famille, profita des trains qui circulaient encore pour me rejoindre à diverses reprises. Un soir j'appris que la caravane ministérielle avait gagné Anvers. Il avait été décidé en principe que les épouses ne suivraient pas leurs maris. Même si la capitale était occupée par l'ennemi, elles continueraient à y résider. Le 18 août, à la fin d'une longue patrouille sur la crête du versant qui domine le champ de bataille de Waterloo, en marge de la forêt de Soignes, j'avais été autorisé à confier mon cheval qui boitait un peu aux soins de notre ancien cocher Hyacinthe, devenu concierge. En civil, j'allai dîner avec ma mère, bien vaillante après le départ de mon père. Comme je rentrais loger chez moi, le galop de mes camarades me dépassa sur le boulevard. Ils me crièrent :

— On f... le camp. Rendez-vous à Alost.

Le temps de me rééquiper, de sortir d'un coffre les pièces d'or tenues en réserve, de faire resseller mon cheval ragailardi par une application d'embrocation, je me trouvais seul, don Quichotte à la recherche d'un San-

cho Pança, en route pour la « défense des Flandres ». C'est à cela que nous devions servir, paraît-il. Cent hommes, dépourvus de carte routière, à peine armés, sur de bons chevaux, revêtus d'un uniforme inconnu qui allait nous faire prendre par les paysans, au pays de Breughel, tantôt pour des Russes venant d'Arckangel, tantôt pour des uhlands égarés mais menaçants.

Sur l'accotement réservé aux cavaliers, un peu avant d'atteindre la porte de Hal, je fus rejoint par un autre retardataire qui se mit à trotter sans mot dire à mon côté. Il était un des rares camarades auxquels un fusil de gendarme avait été confié, sur notre réclamation d'être vraiment trop dépourvus quand on nous mettait en sentinelle. La pointe de la carabine, passée en bandouillère, à chaque réaction du cheval touchait un des lampions électriques sur le fil tendu à l'occasion de la foire du midi. Le verre se brisait une fois sur deux avec un bruit sec, qui ponctuait notre course silencieuse.

L'aube éclaira l'escadron presque au complet, prêt à cantonner à Alost. Mais avant le soir l'ordre vint d'embarquer hommes et chevaux à la gare des marchandises afin de gagner Termonde sur l'Escaut. Pendant ce tra-

vail ardu, des semeurs de panique, venus de Bruxelles à vélo, répandaient le bruit que la capitale avait été occupée et que les Allemands se dirigeaient vers la côte.

Les quinze jours suivants nous mêlèrent directement à des aspects vivants de la guerre. Termonde, place forte démantelée, serait garnie de soldats afin de faire croire à sa défense et d'éviter une surprise de cavalerie. Il nous incombait d'être en flanc garde. En attendant nous prendrions contact à Saint Nicolas avec l'ensemble des gardes civiques de Bruxelles évacués par train et placés sous le commandement d'un général de l'armée, le Lt général Clooten. Il nous réunit tous sur la Grand-Place de la cité riante et nous harangua en termes fleuris avec un accent bruxellois prononcé. Nous allions être appelés à l'honneur de couvrir tout l'espace entre Anvers et Gand, afin de nous opposer à l'investissement complet de la place. J'ai su, après, combien en effet notre rôle avait été efficace, en persuadant les rares avions allemands de reconnaissance que la région était occupée et pour empêcher le commandement ennemi, mal renseigné sur la valeur combative des troupes aperçues, de s'étendre de ce côté.

Notre mission de camouflage accomplie,

nous n'avions plus qu'à nous retirer sur Melle ou Swynaerde. Hélas ! Termonde fut incendiée, détruite en punition d'une résistance qui n'avait été qu'apparente. Le contraste des hostilités menaçantes ne cessait d'éclater à nos yeux. Petite troupe errante, utilisée à de simples patrouilles contre des uhlands batteurs d'estrade, nos divers cantonnements nous menèrent à travers une Flandre regorgeant de prospérité. Ruysselede, Lophem, Deurle : va-et-vient dans le bruit du canon. A la dernière étape, m'atteignit d'Anvers l'appel du ministre de l'intérieur Berryer. Ordre était donné de m'envoyer d'urgence au siège du gouvernement. Mon père venait d'être frappé d'une petite congestion.

Avec Jean de Volder, qui avait gardé son auto, je traverse au soir tombant tout le pays de Waes. Nous n'avons ni lui ni moi le mot de passe. Mais en donnant bravement celui de la veille, nous constatons que les sentinelles tout le long de la route ne sont pas plus instruites que nous. Je sais que ma femme et nos quatre enfants sont partis la veille pour l'Angleterre, la marche sur Gand faisant craindre l'occupation de la ville. Pour atteindre Anvers, il nous faut traverser l'Escaut sur un pont de bateaux construit par le génie.

Les ministres sont tous logés au Grand Hôtel. Berryer et Renkin m'attendent. Je vois mon père. Il s'est réveillé le matin, le front lourd, la parole difficile, la bouche un peu déviée. Le médecin interdit tout travail. On compte sur moi pour y veiller au moins pendant quelques jours. Je profite de l'occasion pour expliquer à Broqueville l'absurde situation de notre escadron errant. Il y a là une force perdue, abandonnée à des chefs incapables. Une sélection donnerait à l'armée d'excellentes recrues, une fois encadrées. Le reste risque de tomber aux mains de l'ennemi à la première occasion. Mieux vaudrait le licencier. Le ministre se rend à mes raisons. L'ordre est donné de regagner Beveren où l'on avisera.

La joie de mon cher père à me revoir fut touchante. Le médecin ne me cacha point qu'il avait reçu un sérieux avertissement. Rançon du choc du 2 août, conséquence du travail intensif les jours suivants, d'un long surmenage antérieur.

— Promenez-le, distrayez-le. Tâchez qu'il ne pense à rien.

Comme c'est aisé !

Anvers gardait la liberté de ses mouvements. Au delà de la double enceinte, l'armée faisait des sorties offensives. L'une la mena

aux portes de Louvain, semant une panique qui contribua à convaincre les occupants que les civils tiraient sur eux. Ce fut le prétexte aux repréailles et à l'incendie de l'université. L'action de l'armée d'Anvers, en obligeant des divisions en marche sur la France à revenir sur leurs pas, contribua à la victoire de la Marne qui est imminente. Hélas ! toute la région d'Aerschot et de Diest paie un lourd tribut au terrorisme systématique. Une commission judiciaire vient d'être instituée pour indiquer sur des exactions aussi contraires au droit des gens. Elle siège à l'athénée d'Anvers. Pour justifier ma présence on m'adjoit au secrétariat en attendant la dissolution de l'escadron Marie-Henriette, qui ne tardera guère.

Je rejoins pour un jour mes camarades à Beveren où un de nos pelotons avec son officier est choisi pour être versé dans un régiment de chasseurs à cheval en formation. Les autres hommes sont licenciés, leurs chevaux réquisitionnés. Je ne me sépare pas sans chagrin de mon brave rouan. Provisoirement, je conserve mon uniforme qui facilite ma circulation aux côtés de mon père dans un beau parc désert, entre les deux lignes de défense. Un après-midi Broqueville m'appelle :

— Veux-tu remplacer le gendarme chargé d'escorter à Malines le Cardinal Mercier, retour de Rome ? Voici la consigne : ramener l'archevêque à Anvers, avant l'obscurité ; à aucun prix ne le laisser s'attarder à Malines qui a été et sera encore bombardée.

On me munit d'une carabine et je m'assieds dans l'auto à côté du conducteur militaire. Derrière prend place l'illustre prélat, accompagné du R. P. Rutten, dominicain, en habits laïcs.

Dès le début des hostilités, la mort presque subite du Pape Pie X avait obligé le cardinal à quitter la Belgique pour prendre part au conclave. Benoit XV élu, Mgr Mercier avait traversé le midi de la France, gagné l'Angleterre et rejoint Anvers par mer. Malines était officiellement évacuée et soumise au tir de l'artillerie de campagne. La tour de Saint Rombaut sert de cible. Un obus a fracassé une grande verrière et pénétré jusque dans une nef latérale. A peine le primat a-t-il mis pied à terre devant l'église métropolitaine, et le désert se repeuple. Sortant des caves environnantes, les habitants, qui se sont dérobés à l'ordre de départ, s'appellent, propagent la nouvelle :

— *De kardinaal is terug !*

Bientôt à la joie émerveillée de l'évêque, il a toute une foule à bénir, avec une bande d'enfants. Sa présence déjà n'est-elle pas une promesse de délivrance ? Je l'entends dire au père Rutten :

— Vous le voyez. Ma place est ici.

La cathédrale explorée (sur un mur intérieur un éclat d'obus fait à peine une égratignure), nous gagnons le palais archiépiscopal. Il a été touché aussi. Pénétrant derrière le cardinal jusqu'à sa modeste chambre d'ascète, je discerne au-dessus du petit lit de fer, garni d'une simple paille, les trous ronds de deux balles. Mais la chapelle est intacte et le Saint Sacrement toujours dans le tabernacle. Désiré Mercier se prosterne. Le temps passe. J'ose le toucher à l'épaule. Je l'entends soupirer :

— Que le Bon Dieu leur pardonne !

Derrière moi, dans la voiture, durant tout le trajet de retour, c'est le silence. J'ai accompli ma mission, témoin d'un retour pathétique, auquel un bombardement renouvelé empêchera tout lendemain.

HENRI DAVIGNON

DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

LA PREMIÈRE TOURMENTE

1914 - 1918



ÉDITIONS DURENDAL

TABLE DES CHAPITRES.

Chapitre premier. Le vent dans les arbres	7
Chapitre deuxième. L'ultimatum du 2 août 1914	23
Chapitre troisième. Traversée	47
Chapitre quatrième. La Belgique en Angleterre	61
Chapitre cinquième. En lisant les journaux	79
Chapitre sixième. Ambiance insulaire ..	97
Chapitre septième. Le gouvernement sur un rocher	119
Chapitre huitième. La victoire imprévue	143
Chapitre neuvième. Le difficile retour ..	159
Chapitre dixième. La double illusion ...	175